

## Léon Maneval

Né le 14 janvier 1923 à Araules, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire.

Léon Maneval est né dans un petit village de moyenne montagne, sur le plateau volcanique du mont Mézenc, à une trentaine de kilomètres à l'est du Puy-en-Velay. Il est le deuxième d'une fratrie de quatre enfants dont le père avait repris la boulangerie du grand-père à son retour des Dardanelles en 1919. Léon Maneval fréquenta l'école publique de son village jusqu'en 1935, où il obtint le Certificat d'études primaires élémentaires. Il suivit ensuite le cours complémentaire public d'Yssingeaux qui l'amena au Brevet élémentaire en 1939, puis l'année suivante, au concours d'entrée à l'Ecole Normale du Puy-en-Velay. Le gouvernement de Vichy ayant supprimé les Ecoles Normales, Léon Maneval poursuivit ses études au lycée ponot Charles et Adrien Dupuy où il obtint le baccalauréat en 1943. Durant l'année scolaire suivante, il fit deux stages de formation. Le premier dans les écoles publiques de Chassagnes et d'Yssingeaux, le second à l'Ecole d'agriculture de Brioude.

Nommé instituteur en 1944, sa carrière professionnelle se déroulera à l'est du département, principalement autour de la zone protestante du Mazet-Saint-Voy dont sa famille paternelle est originaire.

Année	Lieu d'exercice
1944-1945	Instituteur adjoint à l'Ecole publique de Saint-Pal-en-Chalancon
1945-1946	Chargé d'école à Roche-Haute (Freycenet-la-Cuche)
1946-1949	Chargé d'école à Villelonge (Les Vastres)
1949-1955	Chargé d'école à Pélinac (Saint-Jeures)
1955-1957	Chargé d'école à Queyrières
1957-1975	Instituteur itinérant agricole au Chambon-sur-Lignon
1975-1979	Instituteur adjoint à l'Ecole publique du Chambon-sur-Lignon

En poste à Queyrières, il exerce les fonctions de secrétaire de mairie, et commence à s'intéresser à la formation du monde agricole. Il est alors amené à créer un Cours Post Scolaire Agricole (CPSA) pour renforcer l'instruction des adolescents paysans de la commune. Mais c'est vraiment en 1957, avec sa nomination en tant qu'instituteur itinérant agricole, qu'il s'immerge totalement dans ce milieu. Chargé de l'enseignement de jeunes ruraux âgés de 14 à 18 ans qui se destinent pour la plupart à la reprise de l'exploitation familiale, il exerce en alternance sur quatre communes limitrophes (Le Chambon-sur-Lignon, Le Mazet-Saint-Voy, Freycenet à Saint-Jeures et Tence) auprès d'une population très défavorisée. Pour étendre son action et atteindre les aînés, il crée en 1959 un « Centre d'Information et de Vulgarisation Agricoles et Ménagers » (CIVAM). Le but de cette association loi 1901, apolitique, était la diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs pour améliorer leur productivité et donc leur niveau de vie. Son objectif ultime était l'émancipation civique, intellectuelle et sociale de l'ensemble de la population agricole de sa zone d'influence. L'aire d'action du CIVAM fut d'abord limitée aux deux communes du Chambon-sur-Lignon et du Mazet-Saint-Voy. Par la suite son implantation s'étendit rapidement aux communes voisines et coïncida avec ce qui est convenu d'appeler « le Plateau protestant » autour du Mazet-Saint-Voy. Léon Maneval assura pendant 35 années son fonctionnement en liaison avec les membres du bureau (dont Lévy Jouve, agriculteur au Cher,

Chambon-sur-Lignon, président du CIVAM depuis sa création jusqu'à sa retraite en 1981), en organisant des réunions d'information, des stages de formation, des voyages d'études, des champs d'expérimentations végétales, l'achat en commun de matériels agricoles, etc. Le nombre d'adhérents cotisants s'éleva régulièrement et culmina à 180 à la fin des années soixante. Ce CIVAM fut alors la plus grosse structure au sein de l'union départementale 43 des CIVAM dont l'animateur était depuis l'origine Raymond Déchiron. Ce dynamisme exemplaire amena même la création d'une section féminine entre 1960 et 1980.

Cette forte implication dans le monde agricole entraîne Léon Maneval à assurer divers postes de responsabilité dans des structures locales touchant de près ce milieu. Il sera commissaire aux comptes de la Coopérative d'Achat et d'Approvisionnement du Chambon-sur-Lignon, secrétaire de la Caisse locale d'Assurances Mutuelles Agricoles du Mazet-Saint-Voy, administrateur à la Caisse locale du Crédit Agricole de Tence, et à la Maison de retraite des Genêts du Chambon-sur-Lignon.

Arrivé à l'âge de la retraite, Léon Maneval « poursuit » son travail d'enseignant en écrivant quelques articles dans le journal communal du Mazet-Saint-Voy et surtout en rédigeant deux ouvrages qui, par leurs richesses, trouvèrent localement un fort succès lors de leurs parutions.

*La vie des paysans avant 1940 sur le Plateau protestant de la Haute-Loire*, 1992, SHM, Chambon-sur-Lignon.

*Les métiers et les occupations d'autrefois en Velay oriental*, 1996, SHM, Chambon-sur-Lignon.

L. Maneval - C. Maillebois

## **Pierre Maneval**

Né le 11 février 1921, à Araules, arrondissement d'Yssingaux, département de la Haute-Loire.

Pierre Maneval est le frère aîné de Léon Maneval. Cette proximité familiale explique la forte ressemblance entre leurs deux biographies, à un intervalle de deux années... Reçu au Certificat d'études, Pierre Maneval va au Cours complémentaire à Yssingaux où il obtient le Brevet élémentaire à seize ans. Il intègre alors la dernière promotion (39-42) de l'Ecole Normale d'instituteurs du Puy-en-Velay, avant son interdiction par le régime de Vichy. De ce fait, l'année scolaire 1941-42 est perturbée et se déroulera étrangement sur trois lieux différents. A Clermont-Ferrand pour la formation universitaire, à Ahun dans la Creuse pour les sciences agricoles, et à Toulouse pour le stage d'éducation physique. Sympathisant du Parti Communiste Français dont il s'éloignera dans les années 1980, il sera interdit de sortie avec trois autres camarades à l'Ecole Normale du Puy, lors de la visite de Pétain dans cette ville le 2 mars 1941.

Au terme de cette scolarité, Pierre Maneval est appelé aux « chantiers de jeunesse ». Le 11 novembre 1942, il rejoint son affectation à Saint-Pons dans l'Hérault et participe à divers travaux forestiers. C'est alors une période de maturation

politique. En mai-juin 1943, il est détaché pour des travaux agricoles près de Cahors où la famille d'accueil l'engage à « désertier ». Il décline alors l'offre et c'est de retour à Saint-Pons que les « jeunes » sont appelés au STO et dirigés vers la Rhur. Pierre Maneval et d'autres profitent du désordre ambiant pour s'échapper et retourner chez eux fin juillet 1943. Jusqu'à la libération du département en août 1944, Pierre Maneval se cachera à Araules sans beaucoup de difficulté.

Réintégré dans l'administration en octobre 1944, sa carrière d'enseignant se déroulera alors sans histoire. Les Palmes académiques au titre d'officier lui sont attribuées le 20 juin 1977.

Année	Lieu d'exercice
1944-1946	Instituteur à Vendetz (Grazac)
1946-1955	Instituteur à Saint-Bonnet-le-froid
1956-1976	Instituteur itinérant agricole sur le canton de Saint-Julien-Chapteuil
1976-1977	Professeur de technologie au collège public de Saint-Julien-Chapteuil

Son origine rurale et son initiation aux sciences agricoles à Ahun incitent Pierre Maneval à se consacrer à ce milieu. Il passe un CAP à l'enseignement agricole et est nommé « itinérant agricole » sur le canton de Saint-Julien-Chapteuil. Il le restera jusqu'à la suppression des « cours post-scolaires agricoles » (CPSA) en 1976. Cet enseignement public a fonctionné en Haute-Loire de 1946 à 1976. Il y avait 34 maîtres (ou maîtresses) chargés chacun de 5 « centres » regroupant une dizaine d'élèves. En conséquence, ces CPSA touchèrent environ 1500 élèves par année sur le département. Ils eurent une influence capitale dans le développement du monde agricole. Les nouvelles techniques agricoles (insémination artificielle, engrais, semences certifiées, mécanisation, etc.) pénétrèrent ainsi les exploitations familiales : du maître à élève puis de l'élève aux parents. Le grand nombre des petites fermes et la faiblesse numérique des « conseillers agricoles » imposa ce système de diffusion d'un savoir professionnel.

A la suite du décret du 16 avril 1959, les premiers « Centres d'Information et de Vulgarisation Agricoles et Ménagers » (CIVAM) du département furent créés sous l'impulsion de Raymond Déchiron, instituteur à Retournaguet et président de l'association départementale des CPSA. Ce fut dans cette mouvance que les militants agricoles trouvèrent le terreau nécessaire pour effacer le mauvais souvenir laissé par la « Corporation paysanne » de Vichy. Ces pionniers ne sauraient être oubliés. Amargier du Brignon, Jouhanel de Bargettes (Landos), Mamet de Paulhaguet, Soule de la Chomette et surtout Claudius Chauvin, agent du Crédit Agricole du Puy-en-Velay sont les fondateurs de la plupart des organisations agricoles actuelles de Haute-Loire.

Quant à Pierre Maneval, il s'occupera activement du CIVAM de Saint-Julien-Chapteuil qui fut créé le 12 octobre 1959. Ce CIVAM comptera jusqu'à 120 membres cotisants et sera tour à tour présidé par Clovis Richaud, Julien Charra et Lucien Thomasson.

Parallèlement à son activité professionnelle, Pierre Maneval participe pendant plus de 20 ans à l'administration de la Caisse locale du Crédit Agricole Haute-Loire et de sa filiale la CADEC. De 1976 à 1986, il assure le secrétariat des Assurances Mutuelles Agricoles du secteur de Saint-Julien-Chapteuil. Il contribue à l'implantation de la Coopérative agricoles locale et à la création de la « Librairie laïque » du Puy-en-Velay.

En 1989, il publie à compte d'auteur une étude monographique intitulée : *Présentation du canton de Saint-Julien-Chapteuil et de son agriculture.*

P. Maneval – C. Maillebouis

## **Charles Barriol**

Né le 09 janvier 1884 à Saint-Voy (aujourd'hui Mazet-Saint-Voy), arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire. Mort le 27 mars 1938 à Yssingeaux.

Charles Louis Barriol est né dans une famille protestante d'agriculteurs, installée à la Chaud-de-la-Croix sur la commune d'Araules en Haute-Loire. Il fut l'aîné d'une fratrie de 3 enfants tous masculins. Son père, Anselme Barriol, décède prématurément en 1898. Orphelin à un âge donc précoce (14 ans), Charles Barriol doit assumer peu à peu la place économique du père manquant auprès de sa mère Marie-Henriette née Ruel. Il s'initie ainsi aux dures réalités de la vie paysanne dans un pays de moyenne montagne.

Charles Barriol épouse le 20 février 1913 Marie-Henriette Gential, née le 18 novembre 1884 à Fay-le-Froid, arrondissement du Puy (43), sans profession, domiciliée à Bois-Chaud, commune de Fay-le-Froid, fille de Jean-François Gential et de Marie-Henriette Jouve.

De cette union, naquirent 3 enfants espacés sur 13 années :

Evodie Pauline, née le 09 mai 1915 à la Chaud-de-la-Croix, décédée en 1999, épouse de Samuel Ruel, employé aux aciéries à Lorette (42),

Berthe, née le 20 avril 1920 à Roudon au Mazet-Saint-Voy (43), épouse de Paul Vergnon, agriculteur à Roudon,

Lydie Simone, née le 03 novembre 1928 à Roudon, épouse de Marcel Bouvier, facteur à Lyon.

Pendant la guerre 1914-1918, Charles Barriol fut dispensé des obligations militaires en sa qualité de soutien de famille. A la fin des hostilités, il quitte la ferme de la Chaud-de-la-Croix pour venir s'installer à Roudon, petit hameau jouxtant le bourg du Mazet-Saint-Voy centre historique de la communauté protestante du Velay oriental. Même s'il se montre peu au culte de l'église réformée, son attachement à sa culture familiale explique grandement ce changement d'adresse.

Là, ses dons « vétérinaires » qui portent surtout sur la manière de soigner des animaux malades lui attirent la reconnaissance de ses voisins agriculteurs. Charles Barriol n'hésitait jamais à venir secourir le bétail souffrant ou à porter une aide matérielle à des familles dans la détresse. Il concrétisait ainsi son appartenance idéologique largement revendiquée au mouvement socialiste. Homme de progrès et poète à ses heures, ouvert au monde moderne, Charles Barriol s'interroge sans cesse sur les moyens d'améliorer les conditions de vie de ses camarades agriculteurs et surtout de leur femme. Avec la crise économique des années 30, la recherche de débouchés réguliers et plus rentables pour les produits fermiers (beurre, fromage, etc.) et la création d'emplois stables devient une de ses priorités. En 1931, il fonde au Mazet-Saint-Voy avec un de ses voisins, Samuel Dechomets, une des premières coopératives laitières de la région. Cette création de la « coopé »

du Mazet-Saint-Voy fut un élément essentiel de développement du milieu agricole local et servit de référence dans cette vaste région montagneuse d'après guerre. Au point qu'une partie de la notoriété départementale du Mazet-Saint-Voy réside dans cette remarquable initiative sociale qui perdura jusqu'à la fin des années 80.

Cet engagement envers ses concitoyens amène Charles Barriol au poste de premier adjoint au maire du Mazet-Saint-Voy en 1935. Mais c'est surtout son activité dans la « coopé » en tant que président depuis sa fondation qui le rendit incontournable jusqu'à sa mort en 1938. Un décès étrangement marqué par le destin. Les deux fondateurs de cette coopérative laitière, Charles Barriol et Samuel Dechomets, perdirent la vie dans un accident de voiture suite à un dérapage sur le verglas alors qu'ils revenaient d'Yssingaux après une réunion concernant la « coopé » !

J. Richard – C. Maillebois

## **Samuel Dechomets**

Né le 11 février 1886 au Bouchet, commune de Saint-Jeures, arrondissement d'Yssingaux, département de la Haute-Loire. Mort le 28 mars 1938 à Yssingaux.

Samuel Sylvain Dechomets est le plus jeune d'une famille de 4 enfants (3 sœurs). Ses parents Pierre Louis Dechomets, né en 1840, et Marie-Thérèse Ruel, née en 1842, sont agriculteurs au Bouchet.

Samuel Dechomets épouse le 24 novembre 1911 Marie-Zoé Maissonny née le 9 janvier 1883 au Fort. Ils auront 5 enfants :

Alice, née le 4.11.1912, décédée le 24.11.2000, épouse Aimé Royet (instituteur),

Lydie, née le 10.02.1914, décédée en 1999, épouse Marcel Valla (employé SNCF),

André, né en 1916, décédé vers 1920,

Elvine, née le 31.05.1921, épouse Charles Argaud (instituteur),

Elie-Paul, né le 27.08.1922, décédé le 15.08.1932.

Après son mariage, Samuel Dechomets s'installe à Béziers avec son beau-frère Elie Vayssette et vivent de la fabrication de glacières en bois. En 1914, devant partir au front, il ramène sa femme et ses deux filles (Alice et Lydie) sur la terre de ses ancêtres, chez un de ses oncles (Ruel) au Sapet sur la commune du Mazet-Saint-Voy à l'est du département de la Haute-Loire. A son retour des tranchées en 1919, il reprend une ferme au Bouchet, avant de s'établir définitivement au Sapet dans la ferme léguée par son oncle.

Samuel Dechomet était un homme très croyant et appartenait à une communauté protestante dénommée darbyste du nom d'un prédicateur anglais du XIXème siècle à l'origine de cette mouvance. La région du Mazet-Saint-Voy fut, et est toujours, un haut lieu original du darbyisme français. D'ascendance très modeste, Samuel Dechomet n'a pas fait d'études particulières et est resté au niveau du certificat d'études. Cependant c'était un homme curieux, autodidacte, qui s'informait par de nombreuses lectures comme il est de tradition dans les milieux réformés. D'ailleurs, il a développé ce goût de l'écrit dans de nombreux poèmes que sa famille a gardés jusqu'aujourd'hui. Initiée lors de son séjour à Béziers, sa poésie prend toute sa

dimension pendant la guerre de 14-18. L'absurdité de cette guerre et la croyance en son Dieu étaient les principaux moteurs de son inspiration. Ces écrits versifiés étaient alors envoyés à sa famille. Plus tard, certains de ces poèmes paraîtront dans des revues chrétiennes, en particulier dans le journal protestant « Rappel ».

Trivialement, les darbystes ont mauvaises réputations : sectaires, peu enclin à la vie publique, fermés au progrès, hermétiques à la politique, etc. L'existence même de Samuel Dechomets prouve combien cela est un raccourci absurde. Il était considéré comme un homme de gauche par la plupart de ses concitoyens et fut même élu conseiller municipal à la mairie du Mazet-Saint-Voy en 1935. Charitable, Samuel Dechomets était extrêmement soucieux du bien-être de ses voisins. Cela l'amena à travailler intensément avec un voisin « mécréant », Charles Barriol, à la constitution d'une innovante coopérative laitière villageoise qui avait pour vocation de fédérer tous les agriculteurs du Mazet-Saint-Voy et d'accroître leurs revenus. Il en fut le secrétaire et le vice-président dès sa création en 1931 jusqu'à sa mort accidentelle en 1938 survenue au retour d'une réunion de travail à Yssingaux.

J. Richard – C. Maillebouis

## **Abel Argaud**

Né le 30 juillet 1922 à Tence, arrondissement d'Yssingaux, département de la Haute-Loire.

Dans sa prime enfance, il fréquente une petite école de hameau de la commune de Tence, à Chaumargeais, où il obtient le certificat d'étude à l'âge de 12 ans. Il abandonne la scolarité deux années plus tard pour entrer dans la vie active en travaillant avec ses parents sur la propriété agricole familiale.

Pendant la guerre 39-45, il est requis aux chantiers de jeunesse en 1942. En juin 1943, appelé pour le Service du Travail Obligatoire, il refuse d'y partir et entre en clandestinité. Il sera libéré de ses obligations militaires en 1946.

Il continue alors l'exploitation de la ferme parentale jusqu'à son mariage en avril 1951 avec Evelyne Bouix née le 11 avril 1923. Il vient alors s'installer sur une ferme du hameau Aulagnier-Petit sur la commune du Mazet-Saint-Voy. Il entre par la suite à la coopérative laitière du Mazet-Saint-Voy qui a déjà une vingtaine d'années d'existence. Cette coopérative permettait de valoriser au mieux la production laitière du village et de sa proche région jusqu'à sa cessation d'activité au début des années 1980, en pleine période de crise laitière européenne. En 1955, il devient vice-président de la « coopé » et il accède à sa présidence dix années plus tard. Il restera au sein de sa direction jusqu'en 1977 et il prendra sa retraite d'exploitant agricole en 1983.

En 1959, il est élu au conseil municipal du Mazet-Saint-Voy. En 1971, il accède aux fonctions de maire dans la continuité d'action de la municipalité précédente. Ainsi, sous son autorité, le projet complémentaire d'adduction d'eau sur la partie haute de la commune est réalisé (1975). Des achats de terrains sont effectués en perspective d'un lotissement à Surnette, et surtout une ferme isolée dans un massif montagneux est acquise en 1973. Sous l'impulsion de jeunes du village, celle-ci

deviendra un foyer réputé de ski de fond qui polarise encore les activités touristiques de la région.

Aux élections de 1977, il quitte définitivement la municipalité, et ne conserve qu'une place au conseil d'administration de la caisse locale du Crédit Agricole (Loire-Haute-Loire). Ses autres activités publiques ont été la présidence de la caisse locale de la mutuelle agricole Loire Haute-Loire (1965-1992) et la vice-présidence de la caisse régionale Groupama Loire Haute-Loire (1965-1992).

A. Argaud – C. Maillebois

## **Delphine Grand épouse Charreyron**

Née le 19 décembre 1894 aux Gardes, commune de Saint-Jeures, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire. Morte le 26 avril 1975 à Bronac au Mazet-Saint-Voy, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire.

Delphine Grand est née dans une famille d'agriculteurs profondément darbyste. Elle est la cadette d'une fratrie de 6 enfants (Lévi, Noémie, Paul-Rémi, Emile, Eva, Delphine) dont deux (Lévi et Paul-Rémi) deviendront d'importants « responsables » des assemblées darbystes locales (Le Riou et Le Chambon-sur-Lignon).

Elle suivra de courtes études jusqu'au Certificat d'études dans la petite école de hameau de Salcrupt à Saint-Jeures.

Elle épouse en 1919 Daniel Charreyron, tailleur de son état, issu d'une famille darbyste de Bronac (Mazet-Saint-Voy) qui fréquente la même assemblée qu'elle. Les jeunes mariées s'installent alors au Fourezon, en limite des deux communes voisines de Saint-Jeures et du Mazet-Saint-Voy. Là, deux enfants naîtront : Samuel Enoch (10 mai 1920 - 1988) et Dorka Odette (2 janvier 1922) qui, après avoir passé leur certificat d'études dans l'école de Salcrupt (Saint-Jeures), intégreront l'Ecole Normale du Puy-en-Velay. Samuel Charreyron fera sa carrière de professeur de mathématique principalement à Valence (26), et Odette Charreyron, épouse Fourets, sera institutrice à Roanne (42).

La famille Charreyron vivait chichement de travaux de couture. Quelques bêtes et un jardin complétaient ces maigres ressources. De plus, l'insertion dans la communauté solidaire des frères darbystes facilitait le quotidien, tant du point de vue spirituel que matériel. Episodiquement, des enfants sont accueillis dans la famille.

En 1930, la famille s'installe à Nice. Mme Charreyron était alors l'employée de maison dans la famille des pharmaciens Viguié, originaire de Tence. M. Charreyron exerce ses talents de coupeur dans l'atelier des tailleurs Sigand. Ces deux années de travail et d'économie permettent à la famille Charreyron d'envisager un retour sur Le Mazet-Saint-Voy et la construction d'une maison à Bronac.

Le début des travaux de cette maison en 1933 coïncide avec l'émergence de certaines questions sociales des pasteurs locaux de l'Eglise Réformée de France, et notamment du pasteur Jean Perret de Freycenet (Saint-Jeures). Des contacts de plus en plus étroits amènent ce pasteur à proposer à la famille darbyste Charreyron d'accueillir dans leur nouvelle maison quelques vieillards en déserrance de cette région protestante. En 1935, les premières personnes âgées sont accueillies dans ce

qu'on nommera rapidement l'Asile de Vieillards de Bronac, sous l'entière responsabilité quotidienne de Mme Charreyron. En une dizaine d'années, une vingtaine de personnes âgées ou/et malades y finiront leur vie. En 1945, devant l'augmentation des demandes d'hébergement, l'activité est transférée dans la commune voisine du Chambon-sur-Lignon, dans une plus grande maison obtenue suite à un legs et deviendra peu à peu la maison de retraite « Les Genêts ».

Pendant la guerre, comme dans de nombreuses familles de la région du Mazet-Saint-Voy, un couple juif d'origine polonaise et ses deux enfants d'une dizaine d'années y trouveront refuge. Deux autres couples d'origine identiques, avec des enfants, seront également hébergés à proximité de l'Asile de Vieillards de Bronac liés entre eux par un métier en commun, celui de la taille des vêtements.

Quelques temps plus tard, la maladie frappe durement le couple. D'abord, la typhoïde amoindrit la vitalité de Mme Charreyron, puis en 1947, un cancer est détecté chez son mari qui l'emportera dans de pénibles souffrances en 1950. Le couple est enterré derrière la maison, dans le petit cimetière familiale suivant la tradition locale.

O. Fourets – C. Maillebouis

## **Marguerite Staehling épouse De Félice**

Née le 6 février 1882 à Bâle, dans le nord de la Suisse. Morte le 10 avril 1967 à l'hôpital de Saint-Agrève, arrondissement de Tournon, département de l'Ardèche.

Marguerite Inès Staehling est née dans une famille bourgeoise protestante, française, d'un père banquier strasbourgeois, émigré pour ne pas devenir allemand et établi à Bâle. Elle est la deuxième enfant d'une fratrie de trois (Charles, Marguerite, Odette).

Ses premières classes se font en allemand. En 1893, son père prend sa retraite et la famille vient s'établir définitivement en France : d'abord à Saint-Raphaël, puis à Biarritz (1894-1898) et enfin à Versailles pour des raisons de scolarité des enfants. Marguerite Staehling est une excellente élève et suit assidûment l'enseignement religieux des pasteurs des villes où elle réside.

En 1899, elle organise « l'Association de souscripteurs au profit des colonies de vacances » au sein de son lycée et d'autres établissements d'instruction secondaire. Le but de cette association est de subventionner des colonies de vacances à condition « que ces oeuvres admettent les enfants sans aucune distinction de religion ». A la fin du premier exercice, la jeune présidente peut compter 835 adhérents qui ont permis à 60 enfants de partir à la campagne pendant un mois. En 1910, l'association aura permis la création de colonies de vacances dans 36 localités.

Le 4 avril 1903, Marguerite Staehling épouse Raoul de Félice, professeur de lycée, fils d'un pasteur. Deux des trois enfants qu'ils auront mourront à la naissance. De plus, son mari, tuberculeux décède en 1912 à l'âge de 33 ans.

En 1913, elle crée une "Union chrétienne de jeunes filles" (UCJF) à Versailles. Ces UCJF avaient pour but de regrouper des jeunes femmes en vue d'une formation



chrétienne. Au gré de ses futures domiciliations, Marguerite Staehling s'occupera des UCJF de Saint-Raphaël et du Chambon-sur-Lignon. Son soutien à la Société Centrale Evangélique la conduit à une tournée dans le Pas-de-Calais qui l'amène à dénoncer dans la Revue de l'Evangélisation, la lourde responsabilité de la compagnie minière dans l'ampleur de la catastrophe survenue en 1906 à Courrières. Son soutien à la Société des Missions Evangéliques l'amène à protester contre le non retour à Madagascar du missionnaire Theis parce qu'objecteur de conscience. Son engagement pour la paix se concrétisera dans son adhésion à la « Ligue des Mères et des Educatrices pour la Paix ».

Par son engagement dans les colonies de vacances, elle fût amenée à connaître Le Chambon-sur-Lignon, village protestant de Haute-loire. Elle s'y rend avec son fils Théodore pendant les vacances estivales, puis y loue une ferme, en 1916, où elle s'établit durablement. Elle bâtit des maisons qui serviront d'hébergement à des gens dans la nécessité. En 1939, la « Pouponnière » héberge 5 mères espagnoles et leurs 13 enfants. Marguerite de Félice est alors membre, depuis 1937, du comité d'honneur de la branche française du « Secours international aux femmes et aux enfants de la République espagnole » (SIFERE). Pendant la guerre 40-45 la « Guespy » accueillera de nombreux enfants déracinés. A cette époque, elle participe activement à cacher, héberger et nourrir des Juifs.

Après la guerre, elle adhère à l'Union des Femmes Françaises, et c'est sous cette étiquette qu'elle se présente avec d'autres femmes du village à l'élection municipale de 1946. Il n'y a aucune élue mais la place des femmes dans cette société rurale est renforcée. Elle adhère enfin au Parti Communiste Français, qu'elle ne quittera que quelque temps avant sa mort, à la suite de l'exclusion de la cellule locale d'un camarade, selon une procédure qu'elle ne juge pas démocratique.

Elle meurt d'un infarctus à l'hôpital voisin de Saint-Agrève le 10 avril 1967, en laissant à toutes ses connaissances l'image d'une femme énergique voyant clairement son devoir et l'accomplissant sans ménagement.

T. De Félice – C. Maillebois

## **Théodore De Félice**

Né le 5 janvier 1904 au Chesnay (78), dans une famille protestante à tendances sociales progressistes.

Son père, professeur, est tuberculeux. Au gré de ses affectations et de sa maladie, la famille De Félice réside dans différents lieux (Chartres, St-Raphaël, Arcachon, Alpes françaises et suisses...) et Théodore de Félice suit une instruction hors établissement scolaire. En 1916, suite au décès de son mari et pour préserver la santé vacillante de son fils, Mme De Félice décide de prendre une ferme au Chambon-sur-Lignon (43).

En 1920, des conférences estivales le convainquent que l'Evangile doit être la force de rénovation sociale et morale dont la France a besoin. Il décide alors de se préparer au pastorat. En 1924, il intègre la faculté de Théologie de Strasbourg où il initie un syndicat : « l'Association des étudiants en théologie protestante » qui mena une grève revendicative. En 1926, il continue sa formation à la faculté de Paris où

son professeur de théologie pratique, Wilfred Monod, lui fait connaître le marxisme. Sa thèse de théologie titrée : « Le protestantisme et la question sexuelle » suscite des appréciations contradictoires.

Pendant ses études, il se rapproche de la fédération protestante du Christianisme social, et assiste en 1926 au congrès national de ce mouvement sur la crise des églises rurales. Cette même année, il est le trésorier (et le benjamin) de la délégation française au congrès de l'Alliance universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens (U.C.J.G.) à Helsinki. A Pâques 1927, il épouse Odette Monnier (1900-1951), fille et petite-fille de pasteur, dont il aura trois enfants (Pierre, Micheline et Monique). Il commence alors à écrire dans différents journaux protestants proches du Christianisme social (L'Impartial protestant, L'Avant-garde, Le Christianisme social, etc.).

En 1929, il est réformé et peu après devient pasteur de l'Eglise Réformée à Mars (07) où il prépare la mise en place d'une caisse primaire protestante d'assurances sociales.

En 1930, il est appelé à Genève au siège central de l'Alliance universelle des U.C.J.G. A partir de 1934, il assume bénévolement des responsabilités au Service Œcuménique de Presse et d'Information (S.Œ.P.I.), et à la Commission Jeunesse portée par « l'Alliance universelle pour l'amitié internationale par les Eglises » et le « Conseil œcuménique du Christianisme pratique ». C'est aussi l'époque où il adhère au groupe d'idée des socialistes-chrétiens locaux avant de devenir le président de la fédération romande de ce mouvement (1934) puis directeur de leur journal « les Voies nouvelles » (1937). Dès 1933, il milite au parti socialiste genevois dont il devient un membre influent. Lors de son interdiction en 1940, il continue son action dans la clandestinité.

Ses liens avec le Chambon-sur-Lignon ne sont pas pour autant distendus. En 1935, il y fonde une section S.F.I.O. et se présente aux élections législatives de 1936 sur la circonscription d'Yssingeaux.

Il passe en autodidacte sa licence de droit à Lyon (1939) puis un diplôme à l'Institut universitaire de Hautes Etudes Internationales à Genève. Il est alors embauché comme secrétaire général par la Fédération Abolitionniste Internationale qui lutte contre la réglementation administrative de la prostitution, et restera à ce poste jusqu'à sa retraite. A ce titre, il sera appelé par son beau-frère, André Monnier, ancien secrétaire d'André Philip et alors Préfet de la Savoie, pour appliquer ces idées sur ce département (1944-1945).

A partir de 1945, il est continuellement élu député au parlement de Genève sur la liste du Parti du Travail, proche du P.C.F., jusqu'à son départ de Genève en 1970. Président de son groupe parlementaire [1948-1970] il est l'auteur -parfois heureux- de nombreux projets de lois progressistes.

En 1960, il épouse Véronica Krüger avec laquelle il aura deux autres enfants (Alain et Pascal). Il divorce en 1968 et se remarie avec une militante communiste, membre de la C.G.T., Anne-Marie Schiess (1912-2001).

En 1970, il prend sa retraite au Chambon-sur-Lignon. Il adhère alors au P.C.F. et devient secrétaire de la section locale.

C'est aussi le moment où il commence une thèse de linguistique qu'il passera en 1980, organise des émissions patoisantes sur une radio libre locale et réalise une compilation encyclopédique du patois de la zone protestante du Velay oriental.

Ses écrits militants furent très nombreux dans différents journaux et revues (L'Avant-Garde, Le Christianisme Social, La Revue Abolitioniste, Les Voies nouvelles, etc.), seulement nous ne mentionnerons ici que ses écrits linguistiques les plus importants.

*Eléments de grammaire morphologique*, Didier, Paris, 1950.

*Eléments de grammaire du parler de l'enclave protestante du Velay oriental*, Cercle occitan d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 1973.

Sa thèse de doctorat sur le patois local (Saint-Etienne, 1980) est éditée sous le titre : *Le patois de la zone d'implantation protestante du Nord-Est de la Haute-Loire*, Champion-Slatkine, Paris-Genève, 1983.

*Nouvelles recherches sur le patois de la zone d'implantation protestante du Nord-Est de la Haute-Loire*, Champion-Slatkine, Paris-Genève, 1989.

T. de Félice – C. Maillebois

## **Marcel Roméas**

Né le 31 décembre 1892 à l'Etrat, département de la Loire, d'une mère et d'un père instituteurs publics dans cette commune. Sa famille est originaire du Mazet-Saint-Voy (43). Famille protestante et largement pourvue d'enseignant. Son oncle Théophile Roméas, frère de sa mère a enseigné au Mazet-Saint-Voy ainsi que son grand-oncle, directeur de l'école.

Tôt orphelin de père, Marcel Pierre Théophile Roméas, après des études à Saint-Etienne, se présente à l'Ecole Normale d'instituteurs de la Loire, à Montbrison. Il y fait ses études pendant trois ans. Pendant cette période, il fait la connaissance, lors de ses vacances au Mazet-Saint-Voy du pasteur L. Comte qu'il rencontre à plusieurs reprises sur cette commune. Celui-ci, bien que Marcel Roméas lui ait déclaré son athéisme, l'engage à prospecter bénévolement certains quartiers populaires de Saint-Etienne pour y déceler des familles susceptibles d'être aidées par son œuvre des Enfants à la Montagne. Marcel Roméas lui voua alors une grande admiration qu'il conservera toute sa vie.

A la sortie de l'Ecole Normale, il accomplit son service militaire puis est mobilisé en 1914. Dès les premiers jours de la guerre, il est grièvement blessé et laissé pour mort sur le champ de bataille. Soigné par les Allemands, il est ensuite fait prisonnier dans divers camps de travail. A l'automne 1918, il s'évade avec un camarade et revient auprès de sa mère et de sa fiancée, institutrices à Bourg-Argental (42).

Peu de temps après, il est nommé en poste dans cette commune, et sera amené avec un groupe de jeunes républicains, à s'opposer au maire, notable local, en exigeant l'installation d'isoloirs jusqu'alors inconnus lors des élections.

Marié à Mathilde Roméas le 16 janvier 1919, il aura deux filles Henriette née en 1920 et Aline née en 1926. Il enseignera successivement à Bourg-Argental, puis Néronde (42) et Bussièrès (42) dans le Roannais. C'est alors un militant syndicaliste très actif. Il participe à ce titre à différentes campagnes : aide aux réfugiés espagnols, relecture des manuels d'histoire pour y traquer les traces de xénophobie anti-allemande... Il devient secrétaire départemental du Syndicat National des Instituteurs. Pendant cette période, chaque été au Mazet-Saint-Voy, il fréquente

beaucoup son voisin et ami, Charles Barriol. Il participe ainsi activement à la création de la Coopérative laitière du Mazet.

Il participe également à la création d'une coopérative d'édition de livres destinés à l'école (SUDEL). Il adhère aux idées du pédagogue Célestin Freinet et introduit dans sa classe la pratique de l'imprimerie, des travaux manuels, du texte libre, etc.

En 1936, il est nommé à la Talaudière (42). En 1941, il organise une pétition contre un transporteur local qui venait de supprimer les avantages liés aux abonnements sur les lignes populaires menant à Saint-Etienne. L'affaire fait grand bruit, et le transporteur fit jouer ses appuis politiques pour museler Marcel Roméas. Au printemps 1942, l'administration l'enjoint de choisir entre un déplacement de poste dans les Pyrénées et une mise à la retraite d'office ce qu'il choisit. Son dossier professionnel, à Vichy, mentionne qu'il « donne l'impression de ne pas être pleinement rallié au régime [puisqu'il vient sans chapeau aux cérémonies officielles] pour n'avoir pas à se découvrir devant le drapeau ».

Il doit alors quitter son logement de fonction, et la famille s'expatrie vers Maclas (42) où Marcel Roméas sera assigné à résidence le 14 juillet 1943.

A la Libération, il est réintégré dans un poste de directeur d'école à Saint-Etienne. Il prit sa retraite en 1947, et vécut alors dans une maison qu'il avait bâti de ses mains. Il y meurt fin décembre 1979, toujours habité par l'esprit humaniste qui l'anima toute sa vie.

A. Roméas – C. Maillebois

## **Victor RUEL**

Victor RUEL est né le 14 mai 1904 au village de SOLIGNAC, commune de Tence (43). Il était le septième enfant d'une modeste famille d'agriculteurs protestants.

A l'âge de six ans, il débute sa scolarité à l'école de MAZELGIRARD (Mazet-Saint-Voy). En 1916, la mobilisation de tous ses frères l'oblige à quitter l'école pour aider ses parents.

En 1922, il débute sa carrière professionnelle comme manœuvre dans une entreprise locale de construction. Là, il rencontre Emilie GIBERT de un an sa cadette, qu'il épouse en 1927. Le couple aura 4 enfants : Elie (1928), Raymond (1931), Denise (1940) et Simone (1942).

En 1933, il crée sa propre entreprise de maçonnerie qui comptera jusqu'à 20 salariés. Quatre ans plus tard, il s'engage dans la vie associative. Il prend alors une part active dans l'association « Croix-Bleue » qui a pour but d'aider les alcooliques et il en devient le responsable local, puis régional.

En 1939, il est mobilisé. Deux ans plus tard, il rencontre Noël BARROT qui s'occupe d'une association créée en Haute-Loire, par Alex BROLLE du Puy-en-Velay (43), dénommée « les bergers des Cévennes ». Cette association vient en aide à de jeunes citadins âgés de 13 à 16 ans en les hébergeant chez les paysans de la région. Victor RUEL en assumera les responsabilités locales.

Début 1942, il reçoit la visite de Jean BONISSOL, représentant pour l'Yssingelais du M.U.R. (Mouvement Uni de la Résistance). Victor RUEL le seconda dans le massif du Lisieux. Il organisa des parachutages dont le premier de la région eut lieu

sur la plaine des Bises, près de Freycenet (Saint-Jeures), le 22 décembre 1942. D'autres suivirent, à Villelonge et Créaux (Les Vastres), Saint Front...

Parallèlement à ce travail, il s'impliqua pleinement aux sauvetages des juifs qui se cachaient sur le plateau autour du Mazet-Saint-Voy. Il en hébergea chez lui et rechercha des familles d'accueil.

En 1944, il est nommé par le Comité départemental de libération, président du Comité local de Saint-Jeures. Un an plus tard, il est élu maire de Saint-Jeures, le premier maire protestant de la commune majoritairement catholique.

Il commença alors son mandat par désenclaver les nombreux hameaux de la commune. Ensuite, il entreprit le chantier de la rénovation des écoles communales puis programma l'arrivée de l'eau courante. A cette époque, il créa le premier syndicat agricole de Saint-Jeures et s'investit dans la gestion de la coopérative laitière du Mazet-Saint-Voy, en 1953.

En 1955, il se présenta aux élections législatives mais il est battu. Dix ans plus tard, sa carrière d'élu s'acheva quand il perdit la mairie de Saint-Jeures.

Il se retire alors de la vie publique. Il meurt brutalement le 21 décembre 1991, à l'âge de 87 ans dans la maison qu'il avait construite de ses mains. Il était titulaire de la Croix de guerre 39-45, de la Médaille de la résistance avec Rosette et chevalier du Mérite Agricole.

E. Ruel - S. Ferrier - C. Maillebois